



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

**Arrêté n° préfectoral n°206 du 26 janvier 2026
portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables**

SOCIÉTÉ DIJON CEREALES

IS-SUR-TILLE (21120)

Le Préfet de la Côte-d'Or,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L. 171-7, L.171-8, L.172-1 et suivants, R. 181-46 et L.514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1992 autorisant la coopérative agricole DIJON CEREALES à exploiter des installations de stockage de céréales et de dépôt d'engrais, sises sur le territoire de la commune de Is-sur-Tille ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1999, autorisant la coopérative agricole DIJON CEREALES à procéder à l'extension de ses capacités de stockage de céréales, sises sur le territoire de la commune de Is-sur-Tille ;

VU la lettre préfectorale du 18 juillet 2019 actualisant le classement des installations de la coopérative agricole DIJON CEREALES à Is-sur-Tille ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2025, relatif à la visite d'inspection réalisée le 03 décembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier du 23 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 23 décembre 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-46 du code de l'environnement dispose notamment que :

« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé dispose notamment que :

« Pour les installations nouvelles :

Les stockages sont implantés de façon à ce que :

- *la zone des dangers graves pour la vie humaine, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, en cas d'incendie du magasin de stockage et des stockages ne s'étende à aucune construction à usage d'habitation, ou immeuble habité ou occupé par des tiers ni à aucune zone destinée à l'habitation, ni à aucune voie de circulation autre que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation du dépôt et de l'établissement industriel au sein duquel il est implanté ;*
- *la zone des dangers significatifs pour la vie humaine, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, en cas d'incendie du magasin de stockage et des stockages ne s'étende à aucun immeuble de grande hauteur, aucun établissement recevant du public, aucune voie ferrée ouverte au trafic de voyageurs, aucun bassin ouvert au public excepté les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, ni aucune voie routière à grande circulation autre que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation des stockages ou de l'établissement industriel au sein duquel ils sont implantés.*

Les stockages et les magasins de stockage sont par ailleurs implantés et maintenus à une distance d'au moins :

- *20 mètres des limites de propriété pour les engrais 4702-I, 4702-II ou 4702-III*
- *10 mètres des limites de propriété pour les engrais 4702-IV ».*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 03 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions :

- article R. 181-46 du code de l'environnement :
 - un bâtiment de stockage en big bags d'engrais classés sous la rubrique 4702 est présent, qui n'a pas été porté à la connaissance du préfet avant sa réalisation en 2018. Cette modification apportée à son installation et à ses modalités d'exploitation constitue une modification notable ;
- article 7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé :
 - la distance entre le bâtiment et la limite de propriété est inférieure à 10 m, notamment à son angle sud-est.

CONSIDÉRANT que les constats réalisés au cours de l'inspection montrent que les installations peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la coopérative agricole DIJON CEREALES de respecter les prescriptions applicables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La coopérative DIJON CEREALES (SIRET 37861070300415), pour les installations qu'elle exploite rue du triage à Is-sur-Tille, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de 3 mois :

- les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :
 - en portant à la connaissance du préfet les modifications apportées à ses installations de stockage d'engrais classés sous les rubriques 4702, avec tous les éléments d'appréciation et notamment les périmètres des zones des dangers graves et des dangers significatifs pour la vie humaine au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, en cas d'incendie du magasin de stockage et des stockages ;

dans un délai de 9 mois :

- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé, avec les délais intermédiaires suivants :
 - sous un délai de 3 mois : en proposant à l'inspection des installations classées une solution de mise en conformité (avec l'échéancier associé) pour respecter les distances de 20 mètres entre les limites de propriété et les stockages et le magasin de stockage pour les engrais 4702-I, 4702-II ou 4702-III et 10 mètres entre les limites de propriété et les stockages et le magasin de stockage pour les engrais 4702-IV, ainsi que les contraintes liées aux zones de dangers graves et significatifs pour la vie humaine ;
 - sous un délai de 5 mois : en transmettant à l'inspection des installations classées les devis signés relatifs aux travaux nécessaires à la mise en conformité.

Les délais fixés courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

S'il n'était pas déféré aux présentes prescriptions dans le délai imparti, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la coopérative agricole DIJON CEREALES.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune d'Is-sur-Tille, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Dijon,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,
signé
Denis BRUEL